

Dans les rues de Lomé, des élèves veulent rencontrer Faure Gnassingbé



L'on n'en parle pas assez mais le problème inquiète plus d'un. Le Togo traverse depuis août dernier une sérieuse crise politique. Au même moment, d'autres secteurs du pays connaissent des difficultés. Le secteur de l'éducation en est l'illustration parfaite avec les récurrentes grèves des enseignants. Ce mardi, est le début d'une nouvelle grève de 72 heures. Le mouvement visiblement suivi a poussé des milliers d'élèves et écoliers à sortir dans les rues de Lomé. Certains d'entre eux en appellent au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé.

La crise de l'éducation aurait pu connaître un dénouement dès le début de cette rentrée scolaire. C'est du moins ce que plusieurs acteurs du secteur et parents d'élèves croyait lorsqu'au mois de mars 2017, le Premier Ministre togolais, Sélom Klassou avait promis que le Statut particulier des enseignants sera adopté et mis en application avant fin septembre.

A la rentrée scolaire en septembre, la réalité a été toute autre. Même si le texte est prêt, il n'a pas été adopté par le Parlement et donc n'est pas d'application. Une situation qui a ouvert la voie à de nouvelles grèves qui poussent actuellement les élèves et écoliers dans les rues à Lomé et dans certaines localités en région.

Mardi, plusieurs élèves des écoles publiques ont délogé certains de leurs collègues des écoles privées pour qu'ils les soutiennent à réclamer les cours et le retour de leurs enseignants dans les classes.

La situation devient fréquente depuis l'année 2014. Lors des mouvements, les enseignants ont pris l'habitude de faire comprendre à leurs élèves que les cours devant être dispensés sont considérés comme faits. La raison souvent évoquée est que le gouvernement n'a pas payé les enseignants frondeurs pour les périodes de grèves.

{loadmoduleid 210}

Dans les rues de Lomé, les élèves crient et réclament les cours pour lesquels leurs parents ont payé. Certains ne cessent d'interpeller directement le Chef de l'Etat pour qu'ils agissent pour la résolution de cette crise du secteur de l'éducation.

D'autres carrément demandent à rencontrer Faure Gnassingbé afin de le sensibiliser sur la difficile situation qu'ils traversent avec cette affaire des cours considérés comme faits.

« Tout ce que nous voulons, c'est que ce problème trouve une solution. S'il le faut, nous irons voir le président Faure pour le sensibiliser sur la situation. Au cas contraire, nous continueront chaque fois dans la rue... », nous a déclaré mardi un des jeunes meneurs du mouvement de délogement des écoles privés.

Dans leur plateforme revendicative, les enseignants exigent la mise à disposition de la copie du Statut Particulier remise au Premier Ministre, l'ouverture des négociations sur la fixation du taux correspondant aux primes et indemnités et de sa date d'effet et l'intégration des indemnités forfaitaires de vingt mille (20.000) F CFA aux salaires de base des enseignants qui

émargent sur la subvention que l'Etat accorde à l'enseignement confessionnel .

Ils revendiquent également la révision du traitement des 1045 enseignants confessionnels émergeant sur le budget additionnel de la subvention, la rédaction et la signature d'un texte de convention de partenariat entre le gouvernement et l'enseignement confessionnel dans un meilleur délai.

En outre, les enseignants exigent l'organisation d'un concours spécial à l'intention des enseignants volontaires du secteur public en vue de leur intégration dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement.